

Republique Démocratique du Congo

Kinshasa, le 17 MAR 2011

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
CONSERVATION DE LA NATURE
ET TOURISME



Le Ministre

N° 583 /CAB/MIN/ECN-T/01/JEB/11

Aux membres du Conseil d'Orientation du
Programme ONU-REDD et du Comité
des Participants du Programme FCPF

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Chers partenaires,

La République Démocratique du Congo est à la croisée des chemins. La REDD+ représente une opportunité unique d'engager le deuxième pays forestier tropical dans un véritable processus de développement durable veillant au respect de son environnement et de sa population. La RDC a pris un leadership certain en matière de REDD+ et développe un processus innovant à fort potentiel d'entraînement au niveau régional et international.

La REDD+ est une opportunité pour la RDC, mais la RDC est aussi une opportunité unique pour la REDD+, un terrain d'expérimentation et de réussite pour le futur mécanisme international. La RDC est un partenaire indispensable. D'une part parce qu'en couvrant 10% des forêts tropicales humides, un éventuel échec de la REDD+ à accompagner le développement résolument engagé en RDC ouvrirait la porte à un phénomène de fuites internationales qui pourrait ruiner la fiabilité même du futur mécanisme international. D'autre part, parce que la réussite actuelle du processus congolais est une source d'encouragement et d'inspiration pour d'autres pays dans des situations comparables avec lesquels des dynamiques de partenariat sud-sud se mettent en place.

Ainsi, le processus REDD+ en RDC ne peut être considéré indépendamment de dynamiques concurrentes qui détermineront le futur de la forêt congolaise. Ces dynamiques sont déjà en marche. Elles mobilisent déjà des moyens considérables.

B

Aujourd'hui, seuls les financements internationaux attendus dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, et en particulier dans le cadre de la REDD+, offrent le potentiel de mieux orienter le cours du développement en RDC. Si la REDD+ veut s'imposer à la voie du développement national, elle doit dès cette année donner des gages à toutes les parties prenantes nationales de sa crédibilité, y compris financièrement.

Chers partenaires,

La République Démocratique du Congo est à la veille d'une orientation stratégique et politique décisive quant au chemin de développement privilégié. La richesse naturelle de la RDC, ses ressources minières et forestières, son potentiel énergétique et agricole avec son réseau hydrologique couvrant 50% de l'eau en Afrique en font le théâtre d'intérêts internationaux divergents et plus ou moins prédateurs sur l'environnement. Avec l'imminence d'échéances électorales cruciales, il est essentiel de donner les moyens à une approche réellement durable, écologique et socialement responsable de s'imposer au cœur de la stratégie de développement du pays. Déjà, le Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR) pour la période 2011-2015 affirme le pilier climatique dans la stratégie de développement. Mais afin de véritablement structurer le futur modèle de développement du pays, il est urgent de doter le processus REDD+ de la crédibilité financière pour mobiliser l'ensemble des secteurs et des parties prenantes, et rivaliser avec des stratégies de création de richesses qui condamneraient la forêt congolaise.

Plusieurs financements internationaux REDD+ ont été promis à la RDC, et certains ont été délivrés. De nombreux écarts persistent néanmoins entre la valeur, la nature et les rythmes des besoins du processus national d'une part, et de la réalité du soutien international d'autre part. Par exemple, les premiers financements reçus dans le cadre des programmes ONU-REDD et FCPF peuvent certes permettre une préparation à minima du pays, visant à produire des outils techniques (stratégie, niveau de référence, MRV...) suivant un processus d'« experts » sans réelle participation et mobilisation collective. Mais une préparation purement technique qui ne se donnerait pas les moyens d'engager toutes les forces vives et de construire les capacités du pays ne saurait être viable et suffisante aux phases d'investissement et de mise en œuvre. Autre exemple, les financements attendus dans le cadre des programmes Congo Basin Forest Fund (CBFF) (22M\$) et FIP (entre 40M\$ et 60M\$) sont indispensables à l'expérimentation et à l'investissement dans la REDD+, mais inadaptés aux besoins du processus « central » de préparation nationale.

Aujourd'hui en RDC, un appui international REDD+ supplémentaire est indispensable à trois niveaux :

- Pour sécuriser la phase de préparation à court terme, un financement supplémentaire d'environ 7.8M\$ hors frais doit être rapidement injecté en appui direct au processus national coordonné.
- Pour sécuriser la phase de préparation à moyen terme, les efforts de coordination des programmes nationaux des partenaires techniques et financiers doivent être concrétisés pour dégager et tracer des effets de levier.
- Pour entretenir la dynamique et démarrer la phase d'investissement, des discussions bilatérales doivent être rapidement engagées pour l'appui à des programmes REDD+ à grande échelle, avec le soutien éventuel des partenaires multilatéraux.

Chers partenaires,

En République Démocratique du Congo, nous vivons désormais la REDD+ au quotidien. Cette expérience de la réalité de la REDD+ et la perception des défis de sa mise en œuvre sur le terrain me poussent à en appeler ici à une réelle accélération du partenariat REDD+. Dans l'esprit de la dynamique qui a suivi la conférence de Copenhague, dans le respect des déclarations internationales, il est désormais urgent de débloquent concrètement et efficacement les financements « fast start » promis jusqu'en 2012. Il en va de la crédibilité de notre partenariat international. Il en va de la confiance mutuelle indispensable au défi climatique au sens large.

Ce déblocage doit être efficace. A ce titre, le défi de la RDC est aussi celui de nombreux autres pays REDD+. Il est illusoire d'imaginer gagner le pari de la REDD+ en ne travaillant qu'avec une poignée de pays tropicaux sous prétexte que certains pays sont plus faciles, moins risqués ou moins coûteux. Tous les pays volontaires doivent pouvoir accéder à ces financements pour leur préparation, dans la mesure de leurs besoins et capacités respectifs. Aussi, pour être efficace, ces financements doivent passer par les canaux appropriés qui garantissent à la fois la rapidité de la mise à disposition, le respect du leadership national, l'efficacité et la bonne gestion de l'exécution. Au regard de l'expérience en RDC, nous encourageons en particulier les partenaires financiers à explorer les recours offerts par le programme ONU-REDD pour canaliser en urgence les financements supplémentaires indispensables à la phase de préparation du pays.

Il nous appartient ensemble de faire vivre l'esprit d'engagement, de compromis, de confiance et de partenariat qui a construit le succès de Cancun. La République Démocratique du Congo a pris la mesure de ses responsabilités et toutes les parties prenantes nationales se mobilisent pour contribuer à l'effort collectif sur le front de la REDD+. Nous pressons vivement les partenaires financiers à délivrer rapidement et efficacement leurs propres engagements.

Avec détermination et confiance, je vous prie d'agréer, Chers Partenaires, l'expression de mes encouragements et de mes remerciements les plus sincères,

José E.B. ENDUNDO

